



Madame l'Inspectrice d'Académie,
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Nous vivons une période tourmentée. Certains parlent même de séismes social, politique, sociétal ... L'UNSA alerte depuis longtemps à tous les niveaux (départementaux, académiques et nationaux) et sur de nombreux sujets : le manque d'attractivité du métier, l'organisation de la rentrée 2022, la situation des personnels, les conditions de travail, des réformes inadaptées ..etc.

Nous ne pourrons pas tout développer mais nous souhaitons vous exposer ici les résultats du sondage «baromètre de notre métier» ...

Il résume hélas bien la situation et en dit plus long qu'un long discours : 42 836 personnels de tous les métiers de l'éducation y ont répondu et révèle l'urgence à réparer le lien avec eux.

Certes les personnels sont toujours aussi nombreux à aimer leur métier, ils sont près de 92%. Pourtant ils sont la moitié à ne plus trouver de sens à leurs missions.

En 2017 déjà, seuls 42% des personnels estimaient satisfaisantes leurs conditions de travail, ce qui était trop peu. En 2022 ce taux a gravement baissé à 27%. Le gouvernement, le ministre, les élus locaux doivent prendre ce constat très au sérieux et agir en conséquence. 28% des répondant-es expriment leur souhait de changer de métier; parmi eux, la moitié des cadres déclare même vouloir le faire pour le secteur privé.

Nos collègues se disent fatigués, en colère, voire résignés. L'UNSA Education alerte solennellement sur les conséquences de cet état d'esprit des personnels et met en garde contre toute nouvelle volonté de réformes brutales, de généralisations précipitées d'expérimentations ou encore de promesses ambiguës. Prendre le temps pour décider, se donner les moyens d'un dialogue social serein et constructif, se donner le temps nécessaire à toute mise en œuvre sont autant de conditions nécessaires.

Continuons : pouvoir d'achat fortement diminué, conditions de travail et image de nos métiers dégradées, réformes conduites au pas de charge,

sans moyens et sans entendre les expertises qui alertaient des problèmes engendrés, expliquent la pénurie actuelle de candidats aux concours.

Il est à craindre qu'à la prochaine rentrée chaque élève n'ait pas un professeur face à lui. Si rien n'est fait, la rentrée puis l'année scolaire se feront avec de lourdes difficultés et la continuité du service public d'éducation est menacée.

Des mesures d'urgence sont nécessaires et doivent être prises rapidement de manière concertée et il faut absolument dès maintenant créer un choc d'attractivité pour l'ensemble des métiers.

Concrètement, et pour la carte scolaire qui nous concerne aujourd'hui, cela se traduit par des opérations à flux tendus, puisque vous ne disposez d'aucun moyen de réserve Madame l'Inspectrice d'Académie alors même que nous n'avons pas encore étudié les situations des écoles en tension d'effectifs pour la prochaine rentrée scolaire.

Restons engagé.e.s pour l'Ecole Publique !